



## ARRÊTÉ DU MAIRE

### Le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone,

**Vu** la loi du 05 avril 1884,

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

**Vu** le code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-2 et L2213-1 à L2213-4,

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles R411-5, R411-8 et R411-28,

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L113-2 et L115-1,

**Vu** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes qui présente le catalogue des signaux routiers réglementaires utilisables sur le territoire Français,

**Vu** l'arrêté du 22 octobre 1963 modifié qui présente l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, fixant le domaine d'emploi des signaux, ainsi que les conditions et les règles de leur implantation et notamment le livre I, partie 8, qui réglemente les principes fondamentaux de la signalisation temporaire,

**Vu** la demande, en date du 28 novembre 2023, formulée par MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, pour des interventions de maintenance et d'entretien sur le réseau d'adduction d'eau potable et le réseau des eaux usées,

**Considérant** que l'exploitation du réseau d'adduction d'eau potable et du réseau d'eaux usées nécessitent des interventions sous circulation par les services de Montpellier Méditerranée Métropole, par les entreprises adjudicataires des marchés de maintenance, d'entretien et de travaux, à savoir la société CEREG Ingénierie, sise 399 rue Georges Séguy, 34080 Montpellier, la société TTPR, sise 190 avenue du Docteur Jacques Fourcade, 34070 Montpellier, la société RDL, sise 197 avenue du Mistral, 34160 Galargues, la société FAURIE, sise 1000 rue des Lauriers, Ecoparc, 34130 Saint-Aunès, la société SCAM TP agence de Montpellier, sise 825 avenue de la Cresse Saint-Martin, 34660 Cournonsec, la société EHTP, sise 364 avenue de la Calade, 34400 Lunel, la société SPIE BATIGNOLES MALET agence de Montpellier, sise 18 rue des Cabernets, 34130 Mauguio, la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE, sise bâtiment M'Otion – 541 rue Georges Méliès – CS40717, 34961 Montpellier cedex 2, la SOCIETE SAUR, sise 730 route de Montpellier, 34270 Les Matelles et la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT, sise 130 rue Clément Ader, 34400 Lunel,

**Considérant** les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes,

**Considérant** qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 :**

Le présent arrêté est valable du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025.

### **ARTICLE 2 :**

Le stationnement peut être interdit dans la limite de trois emplacements maximum et est réservé aux

véhicules de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelle que soit la classification de la voie et sans restriction d'horaire.

**ARTICLE 3 :**

La vitesse autorisée est limitée à 30km/h pour les besoins de l'intervention.

**ARTICLE 4 :**

Des restrictions particulières de circulation peuvent être opérées sur les voies. Néanmoins, aucune ne peut être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

**ARTICLE 5 :**

Les services de Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises adjudicataires des marchés de maintenance doivent intervenir dans le respect des règles de sécurité et d'accessibilité relatives à l'utilisation du domaine public à savoir :

- La continuité des cheminements piétons et des pistes cyclables.
- L'accès aux installations de sécurité ou de protection civile ainsi qu'aux ouvrages publics et à tous les réseaux.
- Le passage des véhicules prioritaires, des services de secours, du service de collecte des déchets ménagers, du transport urbain, des services municipaux chargés de l'entretien et du nettoyage.
- L'accès des riverains et le fonctionnement des commerces riverains.
- Le libre écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances.

Les services de Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises adjudicataires des marchés de maintenance sont seuls responsables de tout éventuel accident pouvant survenir du fait de leurs prestations ou de leurs installations de chantier. Aucun dépôt de matériaux n'est toléré sur la chaussée et le trottoir.

Les services de Montpellier Méditerranée Métropole les entreprises adjudicataires des marchés de maintenance assurent la fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation temporaire, conformément aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

**ARTICLE 6 :**

Les interventions sont autorisées sans restriction d'horaire particulier sous réserve du respect des règles énoncées dans l'article 7 du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :**

Les interventions sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose de balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

sur l'avenue de la Gare, l'avenue de Palavas, le boulevard des Ecoles, l'avenue de Mireval, l'avenue René Poitevin (devant l'école Françoise Dolto), la rue de la Figuière, ainsi que sur les ronds points de l'Arnel et du Château d'eau.

**ARTICLE 8 :**

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation dédié.

**ARTICLE 9 :**

Les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes peuvent être réalisées entre 20h00 et 07h00.

**ARTICLE 10 :**

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

**ARTICLE 11 :**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux qui sont transmis aux tribunaux compétents.



**ARTICLE 12 :**

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale ainsi que Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Villeneuve-lès-Maguelone sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Publié le 26 NOV. 2024 -

Pour extrait conforme  
En Mairie le 19 novembre 2024

Le Maire  
Véronique NEGRET



*Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens, accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*